

Dans ce numéro :

Editorial	1
Les membre du CPN ont publié	2
Recherche	3
Réflexion	4
Entretien	6
Du côté des doctorants	7
Vie du laboratoire	8
Présentation d'ouvrages	15
À lire	16
À voir	18
Communications	19

Editorial

Dominique Glaymann et Guillaume Tiffon
(directeur et directeur-adjoint du CPN)

Depuis le mois de novembre 2018, les « gilets jaunes » ont fait leur apparition dans le champ des conflits sociaux. D'abord comparé aux mouvements poujadistes des années 1950 ou aux « bonnets rouges » bretons de 2013, ce mouvement multiforme et durable s'est révélé comme un phénomène plus complexe. Sans prétendre présenter une analyse détaillée qui reste évidemment à construire, on peut d'ores et déjà tirer quelques enseignements des occupations de ronds-points, des manifestations répétées, des assemblées générales qui se sont multipliées depuis plus de six mois à travers le pays. Dans une confusion souvent grande, les « gilets jaunes » ont remis sur le devant de la scène des questions sociales majeures telles que les inégalités fiscales, les emplois indignes, la dégradation des services publics, ou encore, la pauvreté économique dont souffre et que conteste toute une partie de la population. Si les mécanismes économiques et sociaux à l'origine des inégalités ne sont pas toujours mis en évidence et en accusation par ce mouvement, il vient néanmoins rappeler la persistance des oppositions de classes et infirmer les pronostics de moyennisation des sociétés occidentales. Si la notion de « classe (s) populaire(s) » reste à préciser autant que ses contours, ce à quoi on assiste depuis six mois, tant du côté des manifestants que de celui de l'État (de sa police et de sa justice notamment), confirme que l'existence de classes sociales aux intérêts antagonistes demeure bien une réalité en dépit des mutations majeures intervenues au cours des dernières décennies.



Credits : Jacqueline Macou/ Pixabay

Ce qu'illustre également ce mouvement social, ce sont les effets majeurs de la déstructuration de la classe ouvrière et du mouvement syndical en termes d'absence d'analyse globale, d'alternative crédible et de légitimité des différentes institutions et organisations. L'absence de repères, mais aussi de croyances dogmatiques, permet certainement de libérer des initiatives et de l'énergie, elle se paie en même temps de la difficulté à structurer le mouvement, à délimiter des revendications et à se doter de modalités de représentation même provisoires. Si sa durée, sa forme, ses aspirations et ses débordements autorisent à comparer cet événement aux conflits sociaux de 1968 ou de 1995, les différences majeures liées aux pertes de références et de structures sautent également aux yeux et confirment combien le monde a changé en ce début de XXI^e siècle. De son côté, l'absence de débouchés politiques capables à brève échéance de faire reculer les inégalités ayant suscité ce mouvement risque de favoriser l'extrême droite xénophobe jamais en reste d'explications

et de réponses aussi simplistes que dangereuses.

Pour ceux qui, comme les sociologues du CPN, sont attentifs aux réalités du travail et de l'emploi, aux inégalités socio-géographiques, aux phénomènes de domination et aux aspirations à l'émancipation, le mouvement des « gilets jaunes » suscite attention et intérêt. Cela nous avait conduits à lui consacrer une table ronde et un débat à l'occasion de nos Journées scientifiques en février dernier (cf. p. 14). Cela nourrit notre curiosité vis-à-vis des enquêtes menées par les équipes de sociologues et de politistes, qui suivent et analysent ce mouvement depuis des semaines. Cela rejoint enfin une partie des objets et des problématiques sur lesquels portent nos recherches tant au sujet du travail que de l'emploi ou des innovations sur les territoires que sur la question de l'émancipation qui traverse nos thématiques de réflexion et de débat.

Les membres du CPN ont publié :

BACHET Daniel, « Raison d'être des entreprises, normes comptables et choix politiques », *Revue Mouvements*, n°97, 2019.

BACHET Daniel, *Reconstruire l'entreprise pour émanciper le travail*, UPPR Editions, 2019.

BOUQUIN Stephen, « Job Quality in Europe » in T. Isidorsson et J. Kubisa, *Job Quality in an Era of Flexibility*, Londres, Routledge, 2019.

BRUNET Philippe, *De la science à l'industrie. Cellules souches embryonnaires et biotechnologies en France*, Versailles, Quae, 2019.

BEURTHEY ROLANDE et COSTES LAURENCE, « Habitat participatif, habitat groupé », *L'Homme & la Société* n° 208, 2019, pp.271-283.

COHEN Grégory et OTT Manon, « La vie derrière les décombres » (carnet de photographies aux Mureaux) *VACARME* n° 87, 2019.

DURAND Jean-Pierre, « Interroger l'objet dominations dans le travail », in G. Flocco, F. Mougeot, C. Ruffier (Dir.), *Le travail des dominations. De l'emprise aux résistances*. Octarès, 2019.

FLOCCO Gaëtan, « Les dominés de l'audit », *La Vie des idées*, 9 mai 2019. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Les-domines-de-l-audit.html>

FLOCCO Gaëtan, Frédéric MOUGEOT et Clément RUFFIER (Coord.), *Le travail des dominations. De l'emprise aux résistances*, Toulouse, Octarès, 2019.

FLOCCO Gaëtan et GUYONVARCH Mélanie, « À quoi rêve la biologie de synthèse ? », *Socio*, 12 | 2019, p.49-72.

GLAYMANN Dominique, Coordination et introduction du dossier « L'interdisciplinarité dans les études du politique », avec Y. Palau. Dossier in *Studia Ubb. Europaea*, LXIII, 2019, 2, p. 7-200.

GLAYMANN Dominique, « La précarité et sa légitimation au cœur d'une domination économique et symbolique », in G. Flocco, F. Mougeot, C. Ruffier (Dir.), *Le travail des dominations. De l'emprise aux résistances*. Octarès, 2019, p. 177-191.

GOUSSARD Lucie et TIFFON Guillaume, « Remettre la domination capitaliste sur ses pieds – Du rôle de la critique dans les transformations du capitalisme » In G. Flocco, F. Mougeot, C. Ruffier (Dir.), *Le travail des dominations. De l'emprise aux résistances*. Octarès, 2019.

METZGER Jean-Luc, « Coworkers/Coworking », in Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Olivier Giraud, Frédéric Rey (dir.), *Les zones grises des relations de travail et d'emploi. Un dictionnaire sociologique*, Teseo, 2019.

METZGER Jean-Luc et BOBOC Anca, « La formation continue à l'épreuve de sa numérisation », *Formation Emploi*, 2019, 145, pp. 101-118. URL : <https://www.cairn.info/revue-formation-emploi-2019-1-page-101.htm>

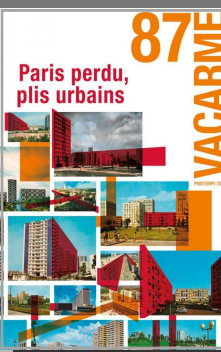
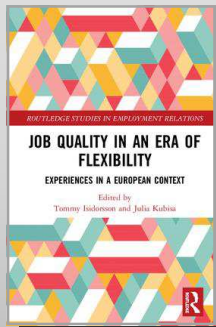
OTT Manon et VERMEERSCH Laure, « aux Mureaux, il était une fois les CROMS, entretien avec Birane, Diak, Mao & Salif, *VACARME* n° 87, 2019.

QUENSON Emmanuel, « L'approche par compétences dans l'enseignement supérieur. Interrogations sur l'efficacité des dispositifs », in Ahmed Ghouati, dir., *Professionalisation des formations. Employabilité et insertion des diplômés du supérieur*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2019, p.31-45.

Entretiens :

COHEN Grégory et OTT Manon, « Filmer/Chercher aux Mureaux : rencontres et fabulations » (entretien réalisé par Marion Lary, Gaele Rilliard et Laure Vermeersch, *VACARME* n° 87, 2019. URL : <https://vacarme.org/article3248.html>

DURAND Jean-Pierre, « Le nouveau combat de la qualité de vie au travail » entretien, les *Cahiers du BTP-CFCEGC* (Dossier QVT), n° 130, avril 2019. URL : <http://www.cfecgcbtp.com/fr/publications.html?ref=1>



RECHERCHE

Le projet TIJeuD-40 (« Théâtre et insertion des jeunes en danger, 40 ans après »)

Dominique Glaymann, professeur des universités, chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay et Ruggero Iori, post doctorant au Printemps, Université UVSQ, Université Paris-Saclay

Le projet TIJeuD-40 (« Théâtre et insertion des jeunes en danger, 40 ans après ») est mené dans le cadre d'un partenariat entre deux laboratoires de sociologie (le CPN et le Printemps, de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines) et le Théâtre du Fil. Cette « compagnie-école », inscrite dans l'espace de l'économie sociale et solidaire, développe depuis 40 ans des activités de formation plus ou moins formelle et de montage de spectacles théâtraux. Ses responsables sont demandeurs d'une telle recherche qui peut leur apporter une connaissance des parcours des anciens élèves. De leur côté, les chercheurs, sociologues du travail et de l'emploi, engagés dans cette recherche (Dominique Glaymann et Ruggero Iori), y voient une occasion d'analyser un cas particulier de relations formation-emploi et de modalités d'insertion professionnelle et sociale (un des axes de recherche du CPN) et d'observer les temporalités des parcours professionnels des sortants de cette formation (thématique centrale du PRINTEMPS).

Cette étude cherche à savoir ce que sont devenus les anciens élèves passés par cette école de théâtre, en observant en particulier celles et ceux qui y ont été inscrits dans le cadre d'une prise en charge par la protection judiciaire de la jeunesse (la PJJ) ou l'aide sociale à l'enfance (l'ASE), jeunes qui ont vécu pour certains une expérience d'enfermement en milieu carcéral et plus globalement qui ont été identifiés comme étant « en danger ». Différentes questions sont ainsi

posées : quels ont été les parcours après cette formation (taux d'insertion professionnelle, reconversions professionnelles et sociales, etc.) ? Quelles ont été leurs expériences professionnelles ? Que leur a apporté cette formation ? Il s'agit à la fois de mesurer la nature ou l'absence de la relation formation/emploi, en spécialité comme en niveau, et d'évaluer l'efficacité d'un dispositif original de formation et d'insertion (coopération entre services publics et secteur associatif, dimension culturelle de la formation, expérience théâtrale, mixité sociale des élèves), en la reliant aux rapports sociaux d'âge, de genre, de classe, d'ethnicité...

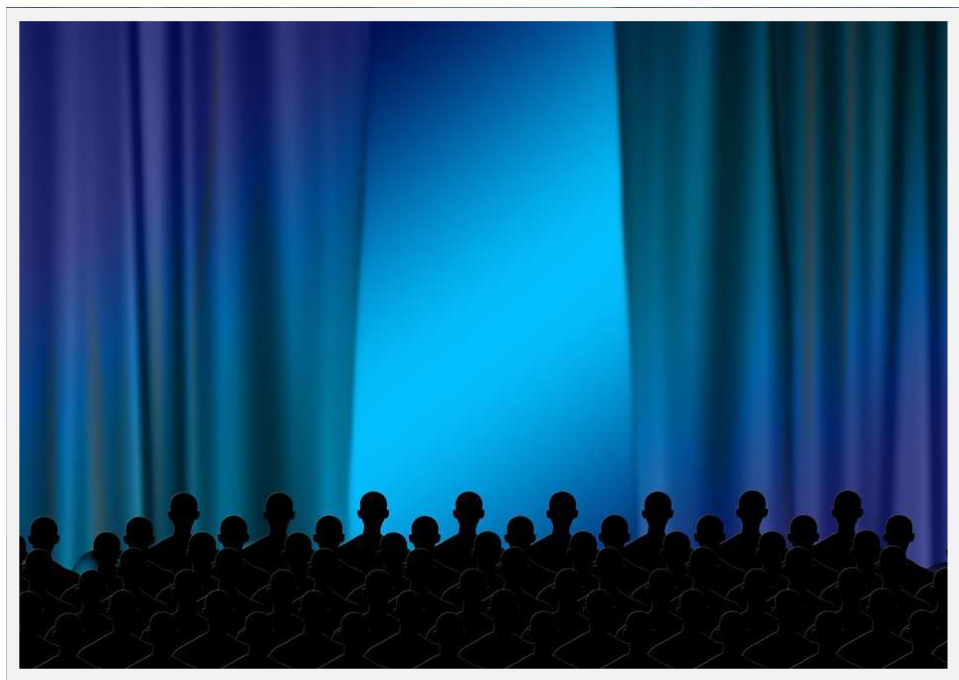
L'enquête recourt principalement à des entretiens auprès des anciens élèves du Théâtre du Fil pour tenter de connaître un nombre significatif de leurs parcours personnels, familiaux et professionnels ainsi qu'avec des formateurs de la compagnie école et des éducateurs

de la PJJ ayant participé à cette action. Le dispositif intègre quelques étudiant.e.s de master de sociologie des deux universités. Contribuer à cette enquête peut en effet leur permettre d'expérimenter la construction et le suivi d'une « vraie » enquête inscrite dans un contrat de recherche.

Une première étape a visé à lister et retrouver les anciens élèves de cette école qui prône son caractère « anti-institutionnel », ce qui ne simplifie évidemment pas la tâche. L'analyse des archives de la compagnie-école a permis d'accéder aux listes d'une partie des élèves apprentis en constituant une base de 350 jeunes passés par la structure entre 1988 et 2018. Une nouvelle difficulté se présente ensuite pour retrouver des gens dont l'adresse a évidemment pu changer, et pour certains plus d'une fois. Enfin, les prises de contact et de rendez-vous sont à leur tour parfois complexes.

Les entretiens menés jusqu'à présent permettent de dégager plusieurs types d'entrée au Théâtre du Fil qui sont liés aux trajectoires des individus (prise en charge judiciaire et éducative, réseaux amicaux et familiaux, etc.) tout comme à l'histoire de cette structure pendant les trente dernières années (place de la prise en charge dans chaque cohorte, lieux de vie du théâtre et déménagements entre plusieurs structures, trajectoires des éducateurs et des professionnels du spectacle). Ils permettent également de mettre en exergue, selon les trajectoires singulières de ces apprentis et des acteurs qui les ont formés, l'articulation entre une idée de l'expérience théâtrale comme activité artistique et celle d'une expérience d'insertion ou de réinsertion sociale, dans le champ artistique ou non.

Le travail qui se poursuit confirme tout à la fois la grande richesse de l'objet étudié et la complexité de cette enquête.



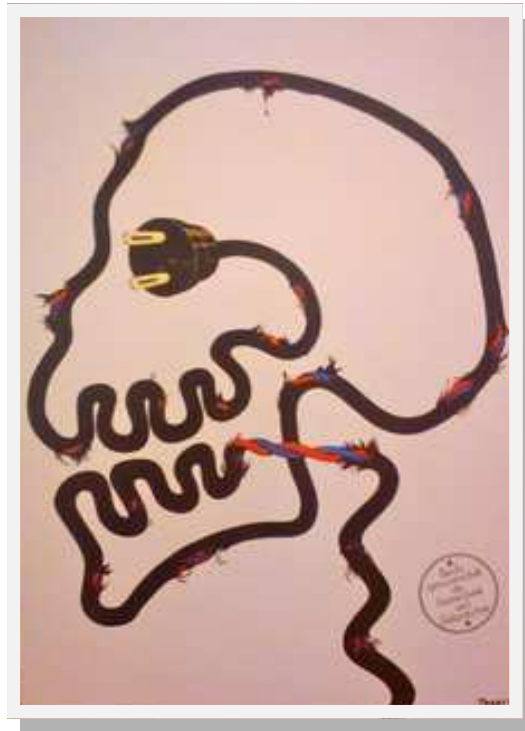
RÉFLEXION

La défense du « travail vivant » est un combat écologique

Stephen Bouquin, professeur des universités, chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

Depuis 1996, le 28 avril de chaque année, le mouvement syndical mondial rend hommage aux victimes des accidents et des maladies du travail. C'est en 2003 que le Bureau International du Travail a entrepris d'observer une « Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail »* en mettant l'accent sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Mis à part un reportage sur *France Inter* et quelques entrefilets dans la presse quotidienne, la question est largement passée sous silence par les grands médias et les pouvoirs publics.

Et pourtant... Un récent article sur *Mediapart* évoque l'hommage à un gilet jaune, David Beaujouan, chauffeur routier décédé pendant son travail d'un arrêt cardiaque, à 36 ans ! Il venait de rencontrer sa nouvelle compagne, Laure, 42 ans, mère célibataire de deux adolescents. Laure fut agent d'entretien pendant quinze ans, travaillant chaque matin de 5 heures à 13 heures en nettoyant les bureaux à Orléans, jusqu'à ce que ses épaules et ses genoux ne la tiennent plus : « *Je faisais les mêmes tâches depuis quinze ans. J'ai été déclarée inapte au travail il y a un an puis reconnue handicapée. Mais je ne supportais pas l'idée de n'être plus bonne à rien, alors je me suis jetée dans le mouvement des gilets jaunes* ». Cette histoire n'a rien d'anecdotique, tout comme celle racontée par Edouard Louis dans « *Qui a tué mon père* » (livre publié aux éditions du Seuil en 2018 et monté sur scène par Stanislas par an ! Dans les pays de Nordey en 2019).



Credits : Stephen Bouquin

Aujourd'hui, le travail « réellement existant » est une activité contrainte qui tend à épuiser les esprits, user et blesser les corps et va parfois jusqu'à tuer les personnes. Selon l'étude récente de l'OIT (avril 2019), chaque année, près de 2,5 millions de travailleurs meurent dans le monde à cause d'accidents de travail ou de maladies professionnelles. Même si cela est moins spectaculaire et moins médiatisé, les maladies cardiovasculaires (31%), cancers (26%), atteintes aux voies respiratoires sont les premières causes de mortalité, bien avant les accidents. La cohorte annuelle des travailleurs blessés, meurtris par des lésions et parfois handicapés à vie compte plus de 350 millions de personnes par an ! Dans les pays de

l'OCDE, le *burn out* (évoqué par le philosophe Éric Fiat dans son ouvrage *Ode à la fatigue* qu'il a présenté lors du séminaire du CPN du 17 mai dernier) semble devenir une épidémie. L'absence de définition médicale qui fasse consensus complique la récolte de données. Suivant une acception élargie, ne prenant pas seulement en compte les travailleurs en situation de *burn out* déclaré mais aussi celles et ceux qui sont en train de développer de façon « silencieuse » cette pathologie, près de 40% des actifs souffriraient ou auraient souffert d'un *burn out*. On sait que l'un de ses issues est « le suicide au travail » qui causerait chaque année en France la mort de 300 à 400 personnes (estimation évidemment très complexe à chiffrer).

Le néolibéralisme n'aime pas le « travail vivant », sauf pour en extraire de la valeur, avec ou sans consentement. Selon les enquêtes de la DARES (ministère du Travail) ou encore la Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de vie et de Travail (dite de « Dublin », composée de façon paritaire), on observe depuis la crise financière de 2008 une nette dégradation des conditions de vie et de travail. Cela corrobore les analyses du BIT qui voient l'exposition à des produits toxiques (particules fines, produits chimiques, exception faite de l'amiante) augmenter tandis que l'on travaille de plus en plus fréquemment au sein d'organisations nocives pour le corps et l'esprit : que ce soit au niveau des douleurs lombaires, sciatiques, les TMS ou encore du syndrome d'épuisement psychique, la tendance est globalement à la hausse d'environ 15%. L'intensité au travail augmente aussi. En France, de 1984 à 2016, la part de salariés qui déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce est passée de 2,6% à 18%. Le travail à la chaîne et le flux tendu atteignent le secteur des services, des supermarchés à la logistique. La proportion de salariés qui répètent continuellement une même série de gestes ou d'opérations est passée de 27,5% en 2005 à 42,7% en 2016. La part de salariés déclarant avoir un rythme de travail imposé par un contrôle ou un suivi informatisé est passé de 25% en 2005 à 35% en 2016.

(suite à la page 5)

* <https://www.journee-mondiale.com/145/journee-mondiale-sur-la-securite-et-la-sante-au-travail.htm>

** Organisation internationale du Travail, *La sécurité et la santé au cœur de l'avenir du travail*. Genève, BIT, avril 2019. En ligne : https://www.ilo.org/safework/events/safeday/WCMS_686645/lang-en/index.htm

RÉFLEXION

La défense du « travail vivant » est un combat écologique (suite)

Stephen Bouquin, professeur des universités, chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

La proportion de salariés qui disent « devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre tâche non prévue » est passée de 48,1% en 1991 à 65,4% en 2016. La part des salariés qui déclarent « un rythme de travail imposé par une demande extérieure obligeant à une réponse immédiate » a plus que doublé passant de 28% en 1984 à 58% en 2016. La part des salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires est passée de 41,7 en 2005 à 44,7% en 2016. Les solutions qu'il faut forcément trouver face à ces difficultés, sont souvent bricolées, individuelles et clandestines alors que l'erreur se paie cher. En effet, 63% des répondants estiment qu'une simple erreur au travail pourrait entraîner « des sanctions », ce chiffre était inférieur de 12 points en 1996.*

La flexibilité continue à se diffuser dans les entreprises, les secteurs et les métiers. Même si la norme de l'emploi typique demeure le CDI à temps complet, le temps de travail effectif varie suivant les aléas du carnet de commande tandis que les temps contraints (astreinte, transport, etc.) augmentent. Le cumul de ces deux tendances contribue à la dislocation des rythmes collectifs (famille, liens sociaux, loisirs) et à un envahissement par le travail de la sphère « hors travail ». Les objets nomades (smartphones et ordinateurs portables) contribuent à ce que cela ne s'arrête jamais...

« Ne pas perdre sa vie à la gagner » fut un des slogans phares des années 1970. Si il ne résonne plus tellement aujourd'hui, c'est parce qu'il

faut ne pas perdre pied au boulot si l'on veut garder sa place et échapper au chômage. Chacun est incité à viser une petite augmentation voire une promotion, de manière à se maintenir à flot financièrement, à rembourser les dettes contractées pour l'achat d'un pavillon ou d'une voiture. Parfois, pour « rester dans le match », il est préférable de s'y donner à cœur joie, ou de prendre des produits dopants. Là aussi, les indicateurs grimpent depuis quelques années.

Déjà bien avant « la décennie perdue » 2008-2018, le travail avait été réhabilité comme « la première des vertus ». S'impliquer rend le travail plus passionnant, cela donne du sens et puis, cela donne droit à une reconnaissance... Pour les métiers créatifs, ingénieurs ou techniciens, l'amour du travail bien fait est un puissant moteur. Or, le « régime économique de réalité » (expression empruntée à Danilo Martuccelli)** finit par perdre sa pertinence aux yeux des salarié.e.s au vu des réalités vécues. Quand les gilets jaunes entonnent leur hymne « On est là – On est là – Pour l'honneur des travailleurs et une vie meilleure ... », ils expriment avec force ce qui fonde et rend légitime leur révolte sociale : le droit à l'existence, à une vie digne. Au cœur de ce combat, il y a l'expérience répétée que le travail, qu'on l'aime ou pas, ne le permet plus.

À bien y réfléchir, le slogan écologiste « nous ne défendons pas la nature – nous sommes la nature qui se défend » s'applique non seulement à l'action en faveur de la santé et la sécurité au travail mais plus largement à celui qui revendique le droit d'avoir une vie digne.



Credits : Stephen Bouquin

L'être humain est un métabolisme vivant qui fait partie de la nature. L'opposition homme-nature se fonde sur la négation de notre existence en tant qu'être naturel. Or, il existe une unité dialectique entre l'humain et la nature qui s'applique également au travail humain et à la condition laborieuse. Ce que Karl Marx avait bien compris lorsqu'il tentait de « briser le code » du capital : « Le travail est d'abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature, un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature, par la médiation de sa propre action. Il se présente face à la matière naturelle comme une puissance naturelle lui-même. Il met en mouvement les forces naturelles de sa personne physique, ses bras et ses jambes, sa tête et ses mains, pour s'approprier la matière naturelle sous une forme utile à sa propre vie. Mais, en agissant sur la nature extérieure et en la modifiant par ce mouvement, il modifie aussi sa propre nature. (...) Le procès de travail est la condition naturelle éternelle de la vie des hommes » (Marx, *Le Capital*, Livre 1, PUF, 2014, p. 199).

L'actuel capitalisme néolibéral est un système prédateur qui épuise non seulement les sols et les océans, pollue l'atmosphère, détruit la biodiversité mais qui en fait autant avec l'humain, en assujettissant et en épuisant ce dernier en tant que « ressource humaine ». Revendiquer le droit à l'existence et agir pour préserver l'équilibre de l'écosystème ne forment donc qu'un seul et même engagement tout aussi écologique que social.

* https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef1634en.pdf

** Martuccelli D. *Les sociétés et l'impossible. Les limites imaginaires de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2014.

ENTRETIEN

Raymond Pronier, journaliste et responsable du pôle Recherche et développement du Département d'études de l'Apec

Interrogé par Jennifer Deram, doctorante au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

Journaliste, auteur de plusieurs ouvrages dont *Les municipalités communistes* (Balland, 1983) et *Génération Verte* (Presses de la Renaissance, 1992), puis responsable du pôle Recherche et Développement du Département d'études de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres), Raymond Pronier travaille actuellement à la rédaction d'un ouvrage portant notamment sur les cadres. Il siège au conseil scientifique du CNAM et est désormais membre extérieur du Conseil de laboratoire du CPN. C'est à ce titre que Jennifer Deram, doctorante au CPN, l'a rencontré.

Comment s'est déroulé le passage de la fin de vos études au début de votre vie professionnelle ?

C'est un peu compliqué parce que tout s'entremêle. Je suis originaire d'une petite ville de la Somme, je viens d'une famille ouvrière. En 1968, je ne suis pas bien grand (15 ans) mais je commence à me politiser avec une petite occupation de lycée. Ensuite je m'engage à la Jeunesse Communiste et dans plusieurs associations. Cette expérience précoce du secteur associatif m'amène à choisir la formation d'animateur socio-culturel dès le bac. Je réussis à décrocher l'École d'action sociale de la Caisse des Allocations Familiales, c'est une formation qui dure 3 ans avec une entrée sur concours. Il y a beaucoup de stages, ce qui m'amène progressivement en banlieue parisienne et me permet de faire un lien avec mon engagement politique car je suis très intéressé par ce qu'on appelle le communisme municipal. Après plusieurs stages je suis recruté pour travailler en « banlieue rouge », d'abord à Bagnolet puis au Blanc-Mesnil. Je commence en 1977 en tant que chef du service jeunesse avant de passer chef de cabinet du Maire. N'ayant pas de titre universitaire, cela pose problème au niveau de ma rétribution et m'incite à reprendre des études. Je m'inscris à l'université de Vincennes (Paris 8), qui accueille des étudiants salariés, en obtenant une équivalence de la formation suivie à l'école de la CNAF. Je passe une licence de Sciences de l'éducation puis m'inscris en Sociologie. C'est le Vincennes de la fin des années 1970 ! C'est ce passage à l'université qui fait naître le fantasme de mener une recherche sur le communisme municipal. À ce moment-là, moi le provincial je commence à avoir un début de tissu relationnel parisien et des gens que je connais

me conseillent d'en faire un bouquin... plutôt qu'une thèse. Je trouve un éditeur, André Balland, avec l'aide de Philippe Robrieux, un historien communiste. Quand le bouquin sort, j'ai droit à des articles dans *Libé*, *le Monde*, *le Figaro*... Georges Lavau de Sciences-po propose de diriger ma thèse. Je suis très content, tout va très bien, pour un fils de prolo c'est pas mal ! Mais, je n'ai pas d'argent de côté, je suis divorcé, j'ai un gamin, le sens des responsabilités et besoin d'un emploi. Grâce à des copains, je trouve un poste de secrétaire de rédaction qui m'assure un revenu et me retrouve donc journaliste. Je fais des piges, prends goût au métier et abandonne l'idée de faire une thèse parce que je ne savais pas trop vers quoi je serais allé après.

Différents épisodes me conduisent en 1984 au *Matin de Paris* où je vais travailler plusieurs années. Après la mort de ce quotidien, début 1988, je continue le journalisme dans différents titres. Je repique à la politique en adhérant aux Verts après les municipales de 1989. Au moment des élections régionales 1992, je publie *Génération Verte*. C'est un essai bien documenté, avec une analyse sérieuse que je peux relire sans honte. Ensuite, je deviens directeur de la communication auprès de Marie-Christine Blandin (militante des Verts) qui prend la présidence de la région Nord Pas de Calais. Je démarre une nouvelle expérience professionnelle qui durera 3 ans. Je vais ensuite être recruté en tant que maître de conférences associé à l'université d'Amiens qui recherche des professionnels de la communication et du journalisme. Je vais y travailler 9 ans. C'est assez différent de ce que j'avais connu à Vincennes forcément ! Ça a été une très belle expérience. Je renoue aussi avec le métier de journaliste avec le projet de lancer mon canard mais je n'ai pas les réseaux qu'il faut pour trouver les fonds. Je fais quelques boulots alimentaires en presse avant d'être recruté à l'APEC et de tourner la page du journalisme.

Pourriez-vous revenir sur cette expérience de direction d'études à l'APEC (Association pour l'Emploi des Cadres) ?

On est en 2000, j'ai 48 ans à l'époque, et un jour un chasseur de tête m'appelle et me dit que mon parcours atypique les intéresse. Je suis donc recruté sur un poste de numéro deux bis à la direction des études. Il leur fallait lors une sorte de mouton à cinq

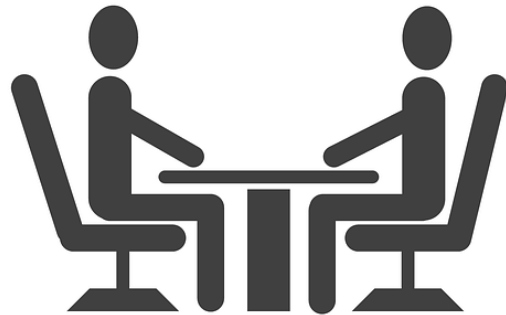


Illustration : Pixabay

pattes capable de tisser du lien entre les études et les autres métiers de l'entreprise. C'est comme ça que je mets mes pieds dans le monde des études quantitatives et qualitatives que je connaissais un peu mais où je n'avais jamais vraiment exercé. Je passe très vite de mon premier poste qui est plutôt de l'ordre de l'Info-Com à celui de responsable du pôle Recherche et Développement. A ce poste, je dirige des études « purement Apec » et je vais développer les partenariats avec la recherche publique et universitaire. C'était dans les statuts de l'Apec, mais ça ne c'était jamais fait. D'un côté, la plupart des responsables études de l'Apec avaient peu d'appétence pour de tels partenariats. De l'autre, les chercheurs étaient peut-être méfiants à l'idée de travailler avec une organisation paritaire, perçue comme très institutionnelle à cause du poids du Medef et de celui des syndicats, deux planètes différentes.

Dans un premier temps je vais surtout travailler à tisser des liens. Moi, c'est la vie qui m'a fait renoncer à faire une thèse, et avec les 9 ans passés dans la fac des Lettres d'Amiens, j'ai vraiment du respect pour l'université et les chercheurs. J'obtiens les feux verts et avec une collègue, historienne de formation, on va multiplier les partenariats avec des psychologues, des gestionnaires, des économistes... et bien sûr des sociologues. D'abord Michel Lallemand et Isabelle Berrebi-Hoffman du LISE puis beaucoup d'autres. C'est comme ça que j'ai eu l'occasion de travailler avec des chercheurs comme... Dominique Glaymann et François Sarfati [rires]. On rencontre des gens supers. Les chercheurs sont contents de bosser avec nous et vice versa. On a travaillé sur des thèmes très différents comme l'inégalité salariale, le stress, le handicap, les cadres administratifs et commerciaux du sport, les discriminations ethniques,... et bien d'autres.

Et maintenant, sur quel thème travaillez-vous ?

Maintenant que j'ai quitté l'Apec et pris ma retraite, je travaille sur un projet qui mûrit depuis plusieurs années, j'y pensais déjà vers la fin de mon travail à l'Apec. Je voudrais retravailler la catégorie des cadres sous l'angle des classes sociales. Désormais, je suis libre de le faire, parce que un sujet comme ça à l'Apec, ça aurait été... « hors-sujet » ! Le vocabulaire et les concepts qu'on utilisait devaient être audibles à la fois par le plus dur du Medef et le plus dur de la CGT. Donc ça fait des années que j'avais envie de retravailler la notion de cadre à partir de certains collègues et de ce que la sociologie a produit. J'aimerais questionner l'éclatement de la catégorie des cadres dans une société à forte mobilité professionnelle, ce qui m'intéresse c'est surtout de voir comment les gens participent au système, contribuent à le faire fonctionner. Le capitalisme est mis en œuvre par des gens (des cadres) qui ne sont pas des capitalistes au sens marxiste du terme et c'est toute cette complexité que je veux interroger, ça ne tient plus de dire de d'un côté il y a des salariés et de l'autre des patrons. Même si je n'ai plus de carte nulle part depuis 11 ans, on peut dire que ce sont en partie des préoccupations politiques qui me poussent à faire ce travail. Il faut reprendre le chantier cadres sous l'angle des « classes sociales », repenser la question de « l'éclatement de la catégorie » au regard de la place dans les rapports de production. Le questionnement est vraiment ouvert aujourd'hui, il y a des choses à dire.

Merci et bienvenue au conseil de laboratoire du CPN.



Illustration Pixabay.com

DU CÔTÉ DES DOCTORANTS

SOUTENANCE À VENIR

À L'UNIVERSITÉ D'EVRY-UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY

« Rénovation urbaine et continuités populaires. Une recherche socio-filmique en ville moyenne ».

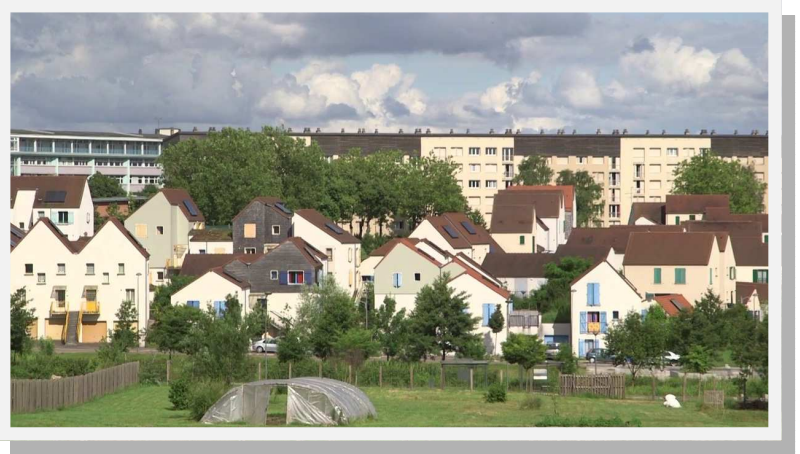
Thèse de doctorat d'Emilie Balteau, doctorante en sociologie au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

Sous la direction de

**Joyce Sebag, professeur émérite de sociologie, Univ Evry, Université Paris-Saclay et
Stephen Bouquin, professeur de sociologie, Univ Evry, Université Paris-Saclay**

Ancrée dans la monographie d'un quartier d'habitat social situé en ville moyenne (Auxerre) et adossée à un cadre théorique réhabilitant la classe sociale, cette thèse interroge, sous la double forme d'un texte et d'un film, les effets de la politique de rénovation urbaine contemporaine sur les populations des quartiers ciblés. La recherche montre la manière dont la rénovation urbaine, en transformant les espaces physiques et la composition de la population locale, procède d'un mouvement de différenciation entre quartiers et entre secteurs, qui tend à rejouer le clivage entre la cité et le pavillon (lequel con-

fère notamment ses allures au « nouveau » quartier étudié). Cette rénovation urbaine retravaille ainsi le statut socio-résidentiel des habitants qui se prêtent dans ce cadre à un jeu de distanciation complexe – visible dans les rapports (variés) qu'ils entretiennent à l'espace, tant en termes de représentations que de conduites. En même temps, à travers ces rapports à l'espace faits de différences et d'oppositions, la rénovation urbaine apparaît comme une mise à l'épreuve générale où se réaffirme une appartenance commune à ce qu'on nomme les classes populaires. En éprouvant inévitablement leurs richesses et leurs rela-



Credits: Emilie Balteau

tions, elle contribue en particulier à souligner l'étroitesse des ressources économiques des habitants et révèle l'importance que conserve la sociabilité locale. Cette dernière participe d'un ensemble de tentatives de réappropriation qui jalonnent les paroles et pratiques

des habitants et enjoignent de ne pas succomber à l'image d'une domination unilatérale, aussi fondamentales que puissent apparaître les contraintes pratiques et symboliques dans lesquelles les classes populaires évoluent.



JOURNÉE DES DOCTORANT.E.S EN SHS Evry-2019

Organisée par le Centre Pierre Naville, l'IDHES-EVRY et le LITEM

La recherche et ses agendas

18 juin 2019 (9h – 17h) accueil 8h30

UFR SHS , 2 Rue Facteur Cheval, 91000 Évry

Inscription obligatoire :

<https://doodle.com/poll/vaiq3ma99m56tcrz>



VIE DU LABORATOIRE

Conférence : Frédéric Lordon – À quoi tient une société ?

Daniel Bachet, professeur émérite de sociologie au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay et Victor Collard, doctorant à l'EHESS

Frédéric Lordon, référence majeure dans le paysage intellectuel en France, est intervenu à l'Université d'Evry le jeudi 11 avril à l'invitation du département de sociologie et du Centre Pierre Naville sur le thème « A quoi tient une société ? ».

Frédéric Lordon est d'abord un économiste très reconnu de « l'École de la Régulation » qui s'est tourné ces dernières années vers la philosophie et s'est appuyé sur l'œuvre de Baruch Spinoza pour appréhender les dynamiques sociales, politiques, économiques et « passionnelles » de nos sociétés. C'est un analyste rigoureux des politiques économiques et sociales et des événements de société les plus significatifs (« Nuit debout », « Gilets jaunes », etc.). Lors de cette conférence, Frédéric Lordon a d'abord répondu aux questions de Daniel Bachet et de Victor Collard avant d'engager des échanges avec les étudiant.e.s et enseignant.e.s venus l'écouter.

Frédéric Lordon a rappelé que les « idées » n'ont d'ancrage et de force dans notre esprit qu'en tant qu'elles nous affectent c'est-à-dire « parce qu'elles nous font quelque chose ». Une idée abstraite, détachée de toute émotion qui ne nous touche pas, ne nous impressionne pas, ne peut ni nous intéresser ni nous convaincre. Il n'y a pas de force intrinsèque de l'idée vraie comme l'écrivait Pierre Bourdieu. Une idée vraie ne peut l'emporter que si l'émotion qu'elle véhicule l'emporte sur les émotions attachées aux contre-vérités qu'elle combat.

Venu évoquer son travail en général et son dernier ouvrage en particulier, *La condition anarchique* (Seuil, 2018), Frédéric Lordon a souligné que ce sont nos « affects collectifs » qui sont au fondement de la valeur que nous prêtons aux objets que nous souhaitons acquérir, mais aussi aux individus dont la « grandeur » serait une propriété prétendument naturelle. Les valeurs sociales sont le résultat de valorisations communes soutenues par des polarisations d'affects faisant émerger ces

affects communs plus ou moins durables. C'est pourquoi le champ axiologique, le champ des valeurs sociologiques et morales qui sont aussi politiques, est le lieu de batailles menées par des forces sociales pour « donner du sens » de nature à faire tenir la société et à imposer une « vision du monde » plutôt qu'une autre. Autrement dit, une « communauté politique » se forme dans le jeu des passions et des idées pour construire ses institutions, ses règles et ses lois.

Ainsi, les champs économique et politique sont depuis longtemps les lieux d'une lutte pour imposer telle ou telle représentation de la propriété et du profit. Cette lutte est aujourd'hui dominée par le discours performatif des propriétaires, des actionnaires de contrôle ainsi que des dirigeants et des managers au sommet des organisations. Ces agents dominants ont réussi à construire un ordre symbolique et politique légitime qui repose sur l'imposition d'idées et de modèles de pensée dont la force et la cohérence tiennent à leur concordance apparente avec les réalités visibles du monde économique et social. Ainsi, le pouvoir de toucher les affects adossé à des institutions a conduit à instituer la « rentabilité financière » comme norme dominante de nos sociétés alors qu'il pourrait en être autrement. Dans le « fonctionnement courant » en effet, le poids de détermination des institutions l'emporte. Mais si elles tombent dans l'abus et liguent les hommes et les femmes dans un « affect commun d'indignation » contre elles, ces institutions seront menacées de renversement.

Pour sortir de la « crise de structure » que nous traversons depuis quelques années, des forces politiques et des mouvements sociaux se mettent en mouvement à la recherche de transformations profondes. Les moyens en jeu sont inégaux et chacun tente de capter les courants d'affects, de les mettre derrière sa propre assertion en construisant



Credits : Daniel Bachet

le rassemblement des passions autrement. Celles et ceux qui ont réuni les plus grandes intensités passionnelles l'emportent.

Le pouvoir d'affecter des catégories sociales dominantes s'appuie sur les puissantes ressources institutionnelles qu'elles mobilisent (la recherche académique, les médias, les grandes institutions internationales, les banques) à leur service. De leur côté, celles et ceux qui subissent les effets d'un ordre économique et social inégalitaire et injuste ne disposent pas des ressources institutionnelles « affectantes » pour remporter la bataille dans les conflits d'assertion. L'intérêt de la recherche en sciences humaines est sa potentialité à faire émerger des modèles socio-économiques et politiques alternatifs, plus justes, plus démocratiques, plus écologiques et plus égalitaires, comme dans le cas des travaux et analyses de Frédéric Lordon qui visent à ouvrir des perspectives en vue de l'action collective. Pour sortir d'une finance dérégulée qui détruit l'environnement et les ressources de la planète, on peut faire référence à sa proposition de SLAM (*Shareholder Limited Authorized Margin*), soit de « marge actionnariale limitée autorisée ». Il y voit un moyen de transformer en profondeur des structures de la

finance, en l'arraisonnant et en limitant les prétentions de revenu des actionnaires.

On peut également citer les propositions de Frédéric Lordon concernant la socialisation du crédit et des banques, les formes adaptées et intelligentes de protectionnisme afin de ne pas détruire le travail, les systèmes de protection et les retraites par une mise en concurrence généralisée des systèmes sociaux et fiscaux, ou ses ouvertures sur les « récommunes » qui s'attaquent au cœur du rapport salarial et à la subordination hiérarchique dans les organisations. A cet égard, la remise en question du rapport capital/travail, attentatoire à l'idée d'égalité des femmes et des hommes en droit et en dignité, et la promotion vers une « démocratie radicale partout » ne sont-elles pas les premières étapes d'une émancipation collective au regard du travail salarié et vers une sortie du capitalisme ?

La réussite de cette soirée très riche doit beaucoup à l'aide efficace de Francesca Setzu, de Stéphanie Cardon, de Jean-Pierre Durand, de Nassim Cherikh, d'un certain nombre de collègues du département de sociologie et du service audiovisuel de l'université qui a filmé la conférence.

VIE DU LABORATOIRE

L'expertise face à la défiance

Mouloud Chajia, chercheur associé au CPN et IGE, Univ Evry, Université Paris-Saclay

L'expertise soulève aujourd'hui des interrogations et des doutes chez beaucoup de citoyens car les productions et savoirs dont elle est porteuse ne sont plus considérés comme allant de soi ou « vrais ». Si l'expertise a pour finalité de mettre à la disposition des acteurs publics des connaissances utiles pour les aider à prendre des décisions adéquates, la posture des experts suscite de la défiance car ils sont soupçonnés d'influencer les décisions politiques en se plaçant potentiellement à la remorque du pouvoir ou d'un lobby. Paradoxalement, les experts n'ont jamais autant été sollicités et n'ont jamais autant été critiqués. La défiance est à la fois un phénomène nouveau et salutaire. Le mouvement des « gilets jaunes » en est un bon exemple

La défiance grandissante des

citoyens vis-à-vis des experts s'explique par :

- Le niveau d'instruction qui a progressé considérablement au cours des dernières décennies ;

- Le rôle des réseaux sociaux dans la mise en question de la légitimité de la parole publique ;

- La crise économique qui met en doute la promesse des économistes d'une croissance durable ;

- Enfin, les scandales sanitaires et environnementaux qui ont défrayé la chronique comme Tchernobyl, le scandale du sang contaminé, le médiateur pour ne citer que ces trois exemples.

Au cours de l'année 2018, France Stratégie a organisé une série de séminaires sur ce sujet qui ont abouti en décembre dernier à la publi-

cation d'un rapport intitulé « Expertise et démocratie, faire avec la défiance ». Le rapport fait le constat de la remise en cause du rôle de l'expert dans la décision publique liée aux facteurs énumérés précédemment et plaide pour sa réhabilitation, en esquissant plusieurs pistes afin de rétablir la confiance des citoyens. L'idée centrale de ce rapport est la nécessité de prendre en considération cette défiance dans le processus de production de l'expertise afin de la rendre dit-on plus ouverte, plus pertinente et plus robuste

Parmi les solutions préconisées par France stratégie, on peut citer la mise en place d'un défenseur des droits des citoyens dans l'accès aux expertises, la possibilité pour des citoyens de lancer des travaux de recherche d'intérêt public à l'aide d'un budget prévu à cet effet et enfin la formation des

chercheurs et experts à la parole publique pour éviter qu'ils ne soient déconnectés des réalités sociales.

La saisine des citoyens pour lancer des travaux d'expertises concurrentes voire contradictoires par rapport à celles des experts désignés pourrait rejoindre une des revendications des gilets jaunes sur le référendum d'initiative citoyenne. L'idée de la participation des habitants ou des citoyens aux affaires de la cité n'est pas nouvelle. Elle a été au cœur des politiques publiques urbaines au cours des années 80 et 90 et semble revenir dans le débat à chaque fois que l'État est confronté à une crise sociale qu'il ne parvient pas seul à résoudre mais qui correspond comme c'est le cas actuellement à une demande sociale.



DE CENDRES ET DE BRAISES

un film de Manon Ott

en collaboration avec Grégory Cohen.

73 minutes, vidéo, noir et blanc, 2018

Bande annonce du film :

<https://vimeo.com/293925509>
contact@docks66.com

Sortie nationale en salles de cinéma

le 25 septembre 2019

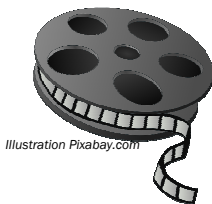
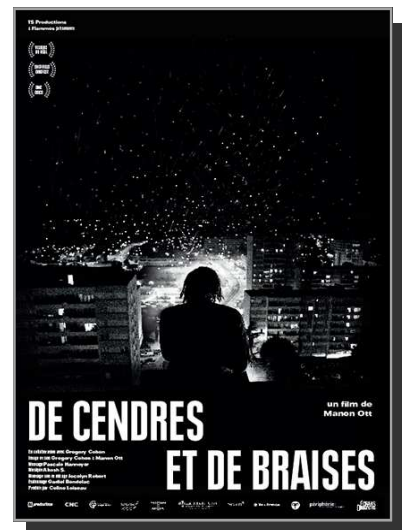


Illustration Pixabay.com

Le film « **De cendres et de braises** » réalisé par Manon Ott, cinéaste et doctorante au CPN, a reçu le **Prix « Restitution du travail contemporain »** lors du dernier festival « *Filmer le travail* » en février 2019 à Poitiers. Il continue actuellement d'être projeté dans des festivals et au sein d'universités en France et à l'étranger avant sa sortie au cinéma prévue le 25 septembre prochain, en parallèle de la parution d'un livre du même nom aux éditions Anamosa issu de sa recherche de thèse (« *Filmer/Chercher* »). Avec le soutien du CPN.



Affiche du film « De cendres et de braises » 2018

VIE DU LABORATOIRE

*Journées Scientifiques du CPN – 14 et 15 février 2019, Univ Evry, Université Paris-Saclay
Table ronde n°1 (animée par Guillaume Tiffon) : Questionner le concept d'émancipation aujourd'hui*

Intitulées « *Émancipation individuelle / collective ?* », les Journées scientifiques 2018-2019 du Centre Pierre Naville ont donné lieu à différents débats. On lira ci-dessous le résumé de la plupart des interventions ayant nourri les réflexions et les échanges.

S'émanciper signifie s'affranchir d'une tutelle, d'une autorité. La modernité se structure autour de l'émancipation vis-à-vis de la religion, de l'arbitraire et de régimes autoritaires. Elle met en place le sécularisme, l'état de droit et la démocratie. Que cherchent à faire ces procédures, dans le fond ? Quel est leur point commun ? Est-ce seulement une affaire de procédures, de se gouverner par soi ? Le sécularisme signifie l'autorité du Vrai, de faits qui sont démontrables publiquement, sans avoir besoin d'y ajouter la foi en un phénomène surnaturel. C'est aussi le cas de la preuve, dans l'état de droit. La démocratie renvoie à l'autorité du Bien et du Juste, tels qu'ils apparaissent aux yeux des individus se posant la question de manière authentique, c'est-à-dire vraie. Les procédures sont secondes : elles sont au service de la recherche du vrai, dans les domaines des faits, des normes et de la logique (récits, prospective). Nous suggérons donc ici que le fondement de l'émancipation est la vérité, entendue sous une forme processuelle. **(Fabrice Flipo, philosophe, Laboratoire de changement social et politique, Université Paris 7 Diderot).**

Nous avons abordé la question de l'émancipation sous deux angles. Le premier consiste à considérer l'émancipation comme piste d'enquête et catégorie de pensée potentielle de ses interlocu-



Credits : OpenClipart-Vectors- Pixabay

teurs dans ses enquêtes de terrain en anthropologie ; le second à prendre position sur la dimension politique de cette question en tant qu'enseignante et chercheuse, responsable de revue, et *par ailleurs* militante. À cet effet, nous avons convoqué nos terrains sud-africains. Une vignette ethnographique au musée du District 6 à Cape Town (quartier métis entièrement rasé à l'instauration du régime d'apartheid) nous a d'abord permis d'aborder la problématique classique de l'émancipation. S'émanciper (s'auto-émanciper) - comme les Sud-Africains qui sont venus à bout de l'apartheid en étant artisans de la Lutte - ou être émancipés comme les esclaves noirs aux Etats-Unis à l'issue de la Guerre de Sécession ? En analysant le dialogue entre le guide sud-africain et des touristes noirs américains au sujet de la possibilité ou non d'une réconciliation, voire d'un pardon à l'endroit des oppresseurs, nous montrons comment ce questionnement dissensuel sinon polémique traverse la conjoncture politique contemporaine en Afrique du Sud, après la fin de l'apartheid. La question des « *Born frees* », ceux qui sont nés après l'apartheid et sont dits « nés libres », conforte ce point et illustre l'intérêt d'examiner le

sens émique de ce qualificatif. Les réponses des intéressés ouvrent en effet un débat sur la liberté et l'émancipation entendue comme économiques ou politiques. Enfin, pour discuter le second point, nous avons convoqué l'exemple d'Abahlali base-Mjondolo (AbM), une organisation d'habitants de camps de squatters revendiquant l'accès aux terres et à un logement digne qui pratique à l'endroit des chercheurs, soutiens et bénévoles divers l'adage suivant : « Si vous voulez nous aider, parlez avec nous et ne parlez pas *pour* nous », manière d'ouvrir le débat sur le rôle politique du chercheur dans les processus d'émancipation contemporains. **(Judith Hayem, anthropologue, Clersé-CNRS, Université de Lille).**

En abordant la question de l'émancipation, nous considérons chaque agent comme un tout dépassant les institutions qui le concernent et nous formulons l'hypothèse que la dialectique entre « énoncés ontologiques dominant d'une institution humaine » et « énoncés ontologiques de chacun concerné par cette institution » est révélatrice des efforts de domination

ou d'émancipation. Cette hypothèse conduit à considérer d'une part que les énoncés ontologiques dominants d'une institution humaine sont élucidés grâce à l'approche critique du chercheur et d'autre part que les énoncés ontologiques des individus concernés par cette institution sont élucidés grâce à une approche interprétative dont un aspect est de saisir l'approche critique de l'institution par chaque agent. Cette approche permet beaucoup mieux de prendre en compte les dires et le faire des acteurs. Cette hypothèse permet de suggérer que la dialectique entre énoncés ontologiques fondant la raison de chacun (certains dominants et d'autres majoritaires) conduit potentiellement à des « accords » résultant plus de rapports de force que de la raison. Les énoncés des uns, dont ceux des institutions, et des autres pouvant être très différents, voire antagonistes. Ces « accords » sont des résultats tangibles des actions de domination ou d'émancipation. **(André Moulin, sociologue, CPN).**

VIE DU LABORATOIRE

*Journées Scientifiques du CPN – 14 et 15 février 2019, Univ Evry, Université Paris-Saclay
Session 1 (animée par Estelle Vallier) : S'émanciper par la science ou s'émanciper de la science.*

Les transhumanistes qui s'inscrivent dans le paradigme de l'humanité augmentée revendiquent la nécessité de s'affranchir des déterminismes biologiques afin de devenir « amortels ». Cette perspective d'émancipation constitue l'horizon à atteindre et se meut en moteur de l'engagement chez les acteurs. Ce sont les progrès technoscientifiques, et plus précisément les promesses des technologies NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives), qui légitiment cette croyance en la possibilité d'un devenir posthumain. S'inscrivant, dans une certaine mesure, dans la filiation de la philosophie humaniste, les transhumanistes rompent pourtant avec l'idée que l'amélioration et l'augmentation de l'humain doivent passer par l'éducation et le politique. Ce sont les sciences et techniques qui incarnent les moyens par lesquels l'émancipation de l'être et la conquête de nouveaux territoires deviennent réalisables. Cette communication visait à interroger, avec un éclairage critique, la notion d'émancipation telle qu'elle est conçue dans le projet de société transhumaniste. En mettant au jour les mécanismes qui font des technosciences la voie privilégiée pour penser l'émancipation chez les acteurs, il s'est d'abord agi de montrer comment les sciences et techniques sont instrumentalisées pour en faire non seulement un outil de transformation du monde mais aussi un outil d'auto-gouvernance biopolitique. Il a ensuite été question des attentes envers l'intelligence artificielle générale et le souhait de fusionner avec pour analyser les tensions existant au sein du transhumanisme. Ces imaginaires transhumanistes, en tant qu'espace symbolique, permettent d'observer des paradoxes autour de la place du sujet politique posthumain entre quête d'émanci-

pation par les sciences et hyper-contrôle aliénant qui ne trouve une issue que dans l'abandon total de soi dans l'intelligence artificielle généralisée afin d'engendrer une conscience globale. (**Cecilia Calheiros, sociologue, Centre d'études en sciences sociales du religieux, EHESS-Paris**).

Au tournant des années 2000, des politiques d'« excellence » scientifique sont mises en place, prescrivant un recours accru à des instruments de mise en concurrence des chercheurs et d'allocation plus sélective des moyens. Si une partie des scientifiques s'accommode de ces instruments, ceux-ci sont loin d'être consensuels : des mouvements sociaux émergent dans la profession, dénonçant les inégalités qu'ils engendrent dans le monde scientifique, ainsi que leurs effets pervers sur le travail scientifique et sur la production des connaissances. Comparant les formes de contestation en France et Grande-Bretagne, je propose d'ouvrir une réflexion sur les mobilisations d'une partie de la profession contre les dispositifs de mise en concurrence, et d'interroger les capacités de résistance organisée des professionnels face aux réformes néo-managériales. Explorant une facette souvent invisible

de l'activité des scientifiques, il s'agit de questionner le rôle d'intellectuel engagé qu'endosse une partie d'entre eux dans les débats sur les transformations de la production des sciences et plus généralement d'analyser les formes renouvelées que prennent les militantismes dans les mondes professionnels. (**Clémentine Gozlan, sociologue, Laboratoire « Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie et de la Société », ENS Cachan, Paris Saclay**).

Dans les représentations collectives comme dans la littérature managériale, le travail des concepteurs apparaît comme le haut lieu de l'innovation. Il est régulièrement présenté comme un espace d'expérimentations, d'hybridations et de coopérations innovantes. De l'organisation par projet aux dessins et aux calculs numériques, les activités de conception, dans le prolongement de la R&D, se traduiraient par un développement de la créativité, de l'expressivité professionnelle et organisationnelle et de l'autonomie des salariés concernés. Notre enquête menée dans les activités de la conception industrielle dans l'aéronautique et de la R&D dans l'industrie de l'énergie a permis de consta-

ter une dynamique très éloignée d'une émancipation des travailleurs intellectuels que généreraient les nouvelles potentialités numériques et l'articulation entre innovations techniques et espaces de production des savoirs scientifiques. Il apparaît que les métamorphoses du travail de conception liées à l'apport des techniques numériques de dessin, de calcul, de gestion et de projet, correspondent davantage à une injonction à l'adaptation des salariés aux contraintes organisationnelles et financières. Il existe ainsi un décalage entre une promesse d'autonomie et de créativité des nouveaux outils numériques, la perspective de favoriser à travers eux les expérimentations et les innovations scientifiques, et les réalités de travail qui se traduisent par un renforcement des prescriptions et le renouvellement des logiques productives et gestionnaires. (**Sébastien Petit, sociologue, UVSQ, chercheur associé au CPN**).



Credits : ar130405/ Pixabay

VIE DU LABORATOIRE

*Journées Scientifiques du CPN – 14 et 15 février 2019, Univ Evry, Université Paris-Saclay
Session 2 (animée par Nial Tekin) : Émancipation et travail, où en est-on ?*



Credits : OpenClipart-Vectors - Pixabay

Nous abordons la relation entre l'émancipation et le travail dans le contexte de l'insertion dans des associations en nous appuyant sur une enquête en cours sur le secteur de l'insertion par l'activité économique, et plus particulièrement sur les associations conventionnées « Ateliers-chantiers d'insertion ». Le secteur de l'IAE rassemble environ 3 860 organisations qui emploient des personnes « rencontrant des difficultés particulières d'insertion » (136 000 en 2017 correspondant à 77 500 équivalents temps plein). L'objectif est de les mettre en situation de travail afin « d'améliorer leur employabilité », notamment en les aidant à (ré)acquérir des savoir-faire et savoir-être (ponctualité, capacité à travailler en équipe, etc.), pour leur permettre de retrouver à terme un emploi sur le « vrai marché du travail ». Les tâches de ces salariés en insertion relèvent de secteurs d'activité très divers (nettoyage et propreté, entretien d'espaces verts, travaux de second œuvre dans le bâtiment, récupération et traitement des déchets...). La grande majorité des structures de l'IAE sont des associations qui entretiennent une double relation avec leur public (à la fois bénéficiaire de l'action associative et en situation de salariés), double dimension qui pose diverses questions.

En endossant un rôle d'employeurs dans le cadre des politiques d'insertion, ces associations organisent des mises en emploi dans la précarité au nom de la lutte contre le chômage et des intérêts des chômeurs. Par ailleurs, la rhétorique de l'insertion (travailler pour améliorer son employabilité) tend à occulter la dimension productive du travail réalisé. Le risque de basculer dans des logiques « worfaristes » n'est donc jamais très loin alors que ces associations présentent le *workfare* comme un spectre (Chauvin, 2007) opposé en tous points aux projets d'*empowerment* qu'elles revendiquent. Cette tension entre *workfare* et *empowerment* est repérable dans les ambiguïtés du statut des salariés (sont-ils des salariés à part entière en étant aussi des usagers et des citoyens ?) et du statut du travail (l'activité en insertion est-elle un travail productif ou un support pédagogique pour améliorer l'employabilité ?). Certaines dimensions étroitement liées au statut associatif des structures tendent à renforcer la subordination des salariés en insertion. Enfin, différentes modalités de participation construites dans les associations oscillent entre le registre de la citoyenneté (la participation associative comme creuset de citoyenneté) et le registre du droit du

travail (la participation des salariés à la vie des entreprises), ce qui interroge le projet d'émancipation pour les salariés en insertion. (Sophie Rétif, sociologue, Laboratoire « Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie et de la Société », Université Paris Nanterre).

À partir d'une enquête ethnographique et archivistique menée au sein d'une imprimerie reprise par ses salariés en SCOP à Corbeil-Essonnes en février 2012, cette enquête vise à interroger la genèse d'une telle mobilisation et ainsi qu'à examiner le passage d'une entreprise « conventionnelle » à une organisation participative. Souvent réduite tantôt à des « épisodes » historiques circonscrits, tantôt à des « inclinations humaines », la démocratie au travail est en revanche analysée ici en termes de dispositions professionnelles et syndicales. L'étude au long cours des formes de socialisation dans cette usine éclaire en effet les conduites et pratiques observées lors de la mise en place de la coopérative. La constitution d'une nouvelle direction, à dominante ouvrière, ainsi que les débats qui accompagnent la naissance de la SCOP révèlent en particulier la présence d'un « syndicalisme de combat économique », marqué toutefois par une forte division sociale. La participation au travail n'est pourtant pas ici une reproduction de structures anciennes : si elle est le produit d'une histoire collective complexe, l'adoption d'un nouveau cadre coopératif provoque des attentes et des conduites nouvelles, dessinant les contours d'une démocratie ouvrière au XXI^e siècle. (Maxime Quijoux, sociologue, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, Cnam).

Le monde des petites entreprises numériques et informatiques est habité par le mythe de l'organisation libérée, autonome, a-hiérarchique dans laquelle l'existence de règles (horaires de travail, hiérarchies, etc.) seraient nuisibles à l'innovation et à la création. Les enquêtes qui ont été conduites mettent bien en avant l'esprit libertaire voire « libertarien » qui y règne (Lallement M., 2015, *L'Âge du faire. Hacking, travail, anarchie*, Seuil ; Alouan L., 2018, *Apports et limites d'un projet d'émancipation technocentré : Cas de hackerspaces français*, Thèse de doctorat, Université d'Evry Paris Saclay, soutenue le 7/11/2018). Nous mettons ici en regard les discours sur l'émancipation et les pratiques au travail au sein d'une école de formation aux métiers du numérique. Cette école fondée en 2013 accueille gratuitement environ 2 700 étudiants sur son campus parisien. Son fonctionnement tient au travail d'une équipe comprenant une quarantaine de personnes aux statuts différents (bénévoles, stagiaires, salariés). À partir d'une enquête monographique conduite en 2018-2019 par entretiens et observations dans cette école, nous mettons en évidence un rapport paradoxal à l'émancipation. Contester les règles et les institutions qui les édictent n'interdit en rien de faire avec ces règles. Ainsi, cette école incarne parfaitement l'aphorisme de Sacha Guitry dans son rapport aux institutions (« Contre. Tout contre ») et, ce faisant, à l'émancipation. (François Sarfati, sociologue, CPN).

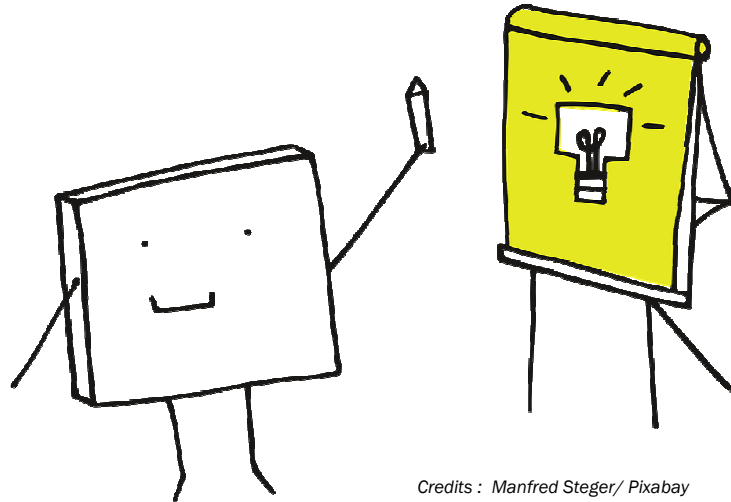
VIE DU LABORATOIRE

*Journées Scientifiques du CPN – 14 et 15 février 2019, Univ Evry, Université Paris-Saclay
Session 3 (animée par Mélanie Guyonvarch) : L'éducation et la formation au service de l'émancipation ?*

Cette intervention a eu pour objectif de montrer que pour penser une pédagogie authentiquement émancipatrice, il est nécessaire de la distinguer des formes néolibérales qui se présentent sous l'appellation de « pédagogies alternatives ». Pour cela, nous nous sommes appuyé sur le courant de la pédagogie radicale ou critique développé à l'étranger dans le sillage de la pensée de Paulo Freire, en mettant en avant plusieurs éléments. Une pédagogie émancipatrice est une pédagogie d'émancipation sociale, nécessaire pour la distinguer des pédagogies qui visent uniquement une émancipation individuelle. Ce qui distingue une pédagogie émancipatrice ce ne sont pas ses techniques, mais ce sont avant tout ses finalités. L'éducation émancipatrice passe par un processus de conscientisation qui implique de passer d'une conception individualiste du social à une analyse en termes de rapports sociaux. (**Irène Pereira, philosophe, laboratoire « Lettres, idées, savoirs », Université Paris Est Créteil**).

En se fondant notamment sur deux enquêtes menées auprès des parents d'élèves scolarisés en collège et lycée, cette présentation s'est intéressée au poids croissant des stratégies instrumentales des familles des classes supérieures visant notamment à aider leurs enfants à soutenir la compétition et à contourner les obstacles pour accéder aux filières de l'enseignement supérieur les plus rentables en termes de salaire et de statut. Elle montre le poids de ces stratégies dans l'affaiblissement du projet émancipateur de l'école. (**Agnès van Zanten, Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques, Sciences Po Paris**).

Différentes dimensions émancipatrices sont attribuées à l'école et à l'éducation depuis les Philosophes des lumières



Credits : Manfred Steger/ Pixabay

et la Révolution française. Au-delà des objectifs politiques (cimenter la population autour de la Nation et la République) et économiques (disposer d'une main-d'œuvre sachant lire, écrire et compter et ainsi adaptée aux besoins liés à la Révolution industrielle), l'éducation (de l'école à l'université) a essentiellement été pensée et présentée comme une source d'émancipation individuelle. Si la massification de l'accès au collège, au lycée puis à l'enseignement supérieur a permis à certains moments la promotion sociale d'enfants des classes populaires et de la classe moyenne corrélative à la croissance économique, au développement sociotechnique et à l'essor de la société de consommation, les inégalités sociales sont demeurées massives en termes d'orientation, de trajectoire et de réussite scolaire, ainsi qu'au niveau de la valorisation matérielle et symbolique des acquis scolaires et universitaires dans le champ de l'emploi. On observe ainsi très peu d'effets émancipateurs à l'échelle collective.

La formation continue a toujours été marquée par une double logique sociale : d'un côté, celle des employeurs souhaitant à moindre coût actualiser les qualifications et

désormais les « compétences » d'une partie de leurs salariés ; de l'autre, celle des salariés et des organisations syndicales souhaitant en faire un outil de reconversion et/ou de mobilité au profit de la promotion sociale. Comme l'éducation scolaire, la formation continue joue donc principalement un rôle d'intégration sociale et d'adaptation économique dans lequel la dimension émancipatrice n'existe que de façon marginale et individuelle en permettant à quelques-uns de se sortir de leur destinée sociale, ce que vont sans aucun doute renforcer les réformes en cours à l'éducation nationale et dans la formation professionnelle continue. On y retrouve en effet une volonté de professionnaliser de plus en plus tôt chaque formation dans une vision adéquationniste de la relation formation-emploi, une conception des programmes et des modalités de formation favorisant les compétences les plus proches des attentes souvent court-termistes et localistes des employeurs (éventuels), et le choix de formations élitistes et séparatistes (entre filières, entre catégories d'établissements et donc entre publics). Ces mesures sont légitimées par la pro-

messe de promotion sociale « méritocratique » des meilleurs élèves et stagiaires issus des classes populaires, la priorité au rapprochement utilitariste entre système de formation (y compris scolaire) et système économique. Si le diagnostic sur la contribution de l'éducation et de la formation à l'émancipation est donc assez pessimiste, on ajoutera avec une part d'idéalisme assumé que la formation dans ses différentes dimensions demeure un des rares espaces sociaux dans lequel la construction de savoirs et l'échange d'idées demeurent possibles et peuvent permettre aux jeunes et aux moins jeunes appartenant aux différentes catégories sociales d'accéder à des connaissances, des réflexions, des outils de pensée, des biens et des services culturels favorables à des diverses formes d'émancipation. Comment alors agir pour tenter d'améliorer ce qui peut l'être et déjà limiter les dégradations en cours et en projet ? (**Dominique Glaymann, sociologue, CPN**).

VIE DU LABORATOIRE

*Journées Scientifiques du CPN – 14 et 15 février 2019, Univ Evry, Université Paris-Saclay
Table ronde n°2 (animée par Réjane Vallée) : Agir pour l'émancipation dans le contexte social actuel.
Regards croisés sur « les gilets jaunes ».*

Sur la base d'une approche critique de la situation socio-économique et écologique, les autres intervenants de la table ronde « Agir pour l'émancipation dans le contexte social actuel » traitent essentiellement de l'état des actions de résistance, de protestations, dont ceux des « gilets jaunes », alors que pour notre part, nous avons surtout exposé les très nombreuses initiatives alternatives et inventives, les « résistances créatrices » comprenant des « expérimentations sociales », mises en œuvre dans la « Biovallée » (100 communes, 80 000 habitants, 1/3 du département de la Drôme). Ces alternatives, le plus souvent sous forme de SCIC ou SCOP, sont très diverses : magasins bio, exploitations agricoles, entreprises, installation solaire collective, etc. Elles ne peuvent pas ne pas tenir compte des pouvoirs publics. Les élus doivent être ceux qui dégagent « le terrain afin que les belles initiatives de collectivités, d'associations, d'entreprises, fleurissent » : un élu est ainsi un « facilitateur ». « Les rencontres de Die » (les 17^e qui ont eu lieu en début 2019 ont duré 12 jours en accueillant 140 rendez-vous citoyens, 270 invités et 13 000 visiteurs), sont un moment privilégié pour débattre de ces « résistances créatrices » et « visions transformatrices ». **(Claude Veyret, syndicaliste à la Confédération paysanne et militant associatif).**

Ce mouvement social des gilets jaunes survient en novembre 2018 et bouscule le cadre, y compris le



Credits : AZWCI Pixabay

cadre qui est le nôtre, le journalisme, dans un journal qui a toujours assumé de s'inscrire et de jouer un rôle dans la société. Un journal (*Mediapart*) qui défend également une forme de radicalité sur les questions démocratiques et sociales. Les premières semaines, une partie du monde intellectuel ne comprend ni le mouvement ni notre couverture de cette mobilisation, et nous accuse de « fermer les yeux » sur son caractère réactionnaire. Nous-mêmes ne sommes pas préservés d'un « effet de classe », qui conduit à prendre, au moins les semaines de pré-mobilisation, les gilets jaunes avec des pincettes. Car dans ce chaudron, la parole est rarement policée, parfois grossière, sexiste, vulgaire, et il s'agit de le raconter également. Il y a aussi ces témoignages, déchirants, et la misère sociale qui s'exprime sans honte et sans filtre. La description est également rendue compliquée par la mobilisation virtuelle, sorte de double des ronds-points sur les réseaux sociaux, très puissante, confuse et polymorphe. Il y a donc toute une première phase où l'on va examiner ce mouvement en creux. Pour tout ce qu'il n'est pas, ou pas seulement (poujadiste, raciste, antisémite, anti-immigration ou même anti-syndicats). Ceci fait, nous commençons à décrire le mouvement pour ce

qu'il est : un lieu fait d'amitiés nouvelles, de cette joie de faire à nouveau « famille », de construire ensemble, mais également lieu d'apprentissage et de socialisation politique accélérée, dans un contexte de violences policières inédites, de dénigrement médiatique et gouvernemental. Le rapport aux médias devient également un enjeu en soi de la mobilisation. Notre problème à *Mediapart*, ou plutôt notre inconfort, a été de répondre, sur le terrain, et en temps réel, à cette critique, à laquelle nous souscrivons en large partie, tout en documentant les violences commises, parfois par les gilets jaunes, vis-à-vis des journalistes. Des violences bientôt éclipsées par la puissance de la répression policière dont les manifestants gilets jaunes sont victimes. Au fur et à mesure, se dessine une mobilisation dont le caractère émancipateur pour ses acteurs saute aux yeux : arrivée fracassante des questions démocratiques dans les débats, et redéfinition des clivages imposés depuis deux décennies (identité, immigration, sécurité), remplacés par l'inégalité sociale, le pouvoir de l'argent, la faillite démocratique, la question écologique vue comme en décollant naturellement. Les ronds-points et les manifestations des gilets jaunes nous semblent donc, sans aucun doute, de véritables lieux d'éducation populaire, où viennent parfois labourer des militants plus aguerris. **(Mathilde Goanec, journaliste à Mediapart, en charge des questions sociales).**

Cette contribution consiste à rendre compte du vécu singulier que nous avons de ce mouvement. La réflexion s'appuie sur notre participation à différentes manifestations parisiennes du samedi après-midi, la fréquentation régulière de réunions d'un groupe

« gilets jaunes » de quartier et de discussions publiques organisées par le collectif « gilets jaunes de l'enseignement supérieur et de la recherche » aux *Grands Voisins*. Notre propos a été l'occasion de revenir sur les réticences initiales que nous avons éprouvées à rejoindre le mouvement à ses débuts – notre incompréhension à l'égard des revendications en termes de pouvoir d'achat, la peur des violences policières abondamment relayées par les médias, etc. – pour exposer ensuite les éléments déclencheurs de notre engagement, et en particulier ce à quoi il faisait écho en termes d'attentes politiques, sans omettre la persistance de décalages, voire de désaccords au regard de certaines revendications formulées par ce mouvement. Il s'est aussi agi de restituer les événements marquants, les ambiances particulières de manifestations peu ou non cadrées, presque « sauvages », la sociabilité qui s'est créée, ces occasions offertes d'échanger avec des voisins ou des groupes d'amis sur des sujets qui n'avaient quasiment jamais été abordés ensemble auparavant, ou encore d'assister aux conversions politiques à des idées de gauche de proches initialement perçus comme « apolitiques », ou plutôt situés à « droite ». **(Gaëtan Flocco, sociologue, CPN).**

De son côté **Éric Beynel, l'un des porte-parole des syndicats Solidaires** a participé à cette table-ronde en présentant son point de vue sur le mouvement des Gilets jaunes et notamment en abordant la question de la violence dans les mouvements sociaux.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES

Daniel Bachet, *Reconstruire l'entreprise pour émanciper le travail*, UPPR Editions, 2019, 106 p.

Depuis longtemps déjà, la manière de compter usuelle contribue directement à la reproduction de l'entreprise dont l'objectif supposé serait la recherche du profit. Pourtant, adopter un langage comptable plutôt qu'un autre, c'est adopter une représentation de l'entreprise, de sa finalité, de son efficacité et des rapports de pouvoir. Il est donc possible de compter différemment en vue de proposer une alternative cohérente et opératoire à l'entreprise capitaliste. Les outils de gestion présentés dans cet ouvrage

sont des technologies politiques. Ils orientent la façon de voir, d'organiser le travail et de prendre des décisions. Ils ont également pour mission d'empêcher les atteintes aux fonctions environnementales essentielles à la survie de la biosphère et de prévenir les dégâts collatéraux du développement économique sur les humains (risques sociopsychologiques, accidents, coût de l'insécurité environnementale, etc.). Dans cette nouvelle logique, le travail devient

une source de valeur et de développement et non un coût ou une charge à réduire sans cesse. L'intérêt social est alors celui de l'ensemble des parties constitutives de l'entreprise qui sont toutes aussi légitimes les unes que les autres pour agir et être impliquées dans les processus de création et de décision.

(Quatrième de couverture)



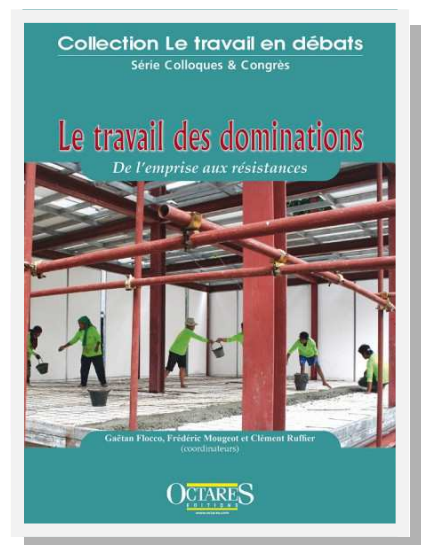
Gaëtan Flocco, Frédéric Mougeot et Clément Ruffier (sous la coordination de), *Le travail des dominations - De l'emprise aux résistances*, Toulouse, Octarès, 2019, 294 p.

Alors qu'elles ont joué un rôle majeur lors de la naissance de la sociologie du travail et de l'analyse du fordisme, les notions de domination et de résistance semblent de moins en moins utilisées aujourd'hui. Cette tendance est-elle le symptôme d'une transformation des rapports au travail ou, bien davantage, des catégories d'analyse des acteurs et des chercheurs ? C'est à cette question que les auteurs de cet ouvrage apportent des éléments d'éclairage à partir de positionnements théoriques variés mais surtout, d'analyses empiriques de multiples situations de travail.

Ces contributions montrent toute l'actualité de la thématique des dominations et des résistances, qui concerne tous les secteurs, y compris ceux qui en étaient auparavant les plus préservés. Elles font aussi apparaître le profond renouvellement de cette thématique par la montée du chômage, l'apparition de nouveaux modèles de management fondés sur des formes « douces » de dominations et s'appuyant sur le consentement des individus ou encore sur des systèmes sociotechniques ou gestionnaires.

Issu des débats au sein des réseaux thématiques 6 « Protections sociales, politiques publiques et solidarités », 30 « Sociologie de la gestion » et 25 « Travail, organisations, emploi » de l'Association française de sociologie, cet ouvrage fait le point sur les relations au travail en réhabilitant deux notions trop rapidement délaissées et qui constituent, encore aujourd'hui, un incontournable de la sociologie du travail.

(Quatrième de couverture)



À LIRE



Sommaire n° 14/2019

Lionel Jacquot et Ingrid Volery, *Le travail dans la peau. Les figures du corps dans la sociologie du travail contemporaine.*

Céline Rosselin-Bareille, « Tourner ». *Corps au travail et pénibilité chez les scaphandriers travaux publics.*

Fabien Lemozy, *La tête dans le guidon. Être coursier à vélo avec Deliveroo.*

Charlène Charles, *Éducateurs et éducatrices en « miroir » avec leur public. Le piège de la ressemblance.*

Laurent Bovey et Morgane Kuehni, *Corps-à-corps dans le travail éducatif auprès des personnes en situation de handicap avec déficience intellectuelle.*

Julie Primerano et Anne Marchand, *Cancers professionnels. Le corps dévalué des ouvriers.*

Fabrice Colomb, *La marchandisation du corps à l'épreuve des biobanques.*

Controverses

Lionel Jacquot, Jean-Luc Metzger, Daniel Bachet, Marie-Christine Bureau, Hervé Defalvard et Claude Didry, *Travail et émancipation.*

Varia

Didier Demazière et Marc Zune, *Des chômeurs radiés en Belgique, entre normes et expériences vécues.*

Nicolas Jounin, *Le calcul de La Poste faisant foi.*

Ana Portilla, *La race du patron.*

Champs et contrechamps

David Gaborieau, Julie Landour et François Sarfati, *Nos batailles.* Un film de Guillaume Senez.

Matériaux

Maëlezig Bigi, « Au bout d'un moment on pète un boulon quand on vous prend pour des pions ». *Marie, téléconseillère, et la (non) reconnaissance au travail.*

Recensions et notes de lecture

Joseph Ponthus, *À la ligne. Feuilles d'usine, La Table ronde, 2019.*

L'auteur raconte sous la forme d'un long poème la dureté et la précarité de ses emplois d'ouvrier intérimaire passant d'abattoirs en conserveries. La langue est précise pour raconter le détail de journées harassantes passées à effectuer un travail usant par sa ré-

pétitivité comme par sa difficulté physique et son rythme imposé. Grand amateur de littérature, poésie et de chanson, l'auteur parsème son récit de références multiples qui illustrent aussi la façon dont on peut s'échapper mentalement d'un univers de travail oppressant. Les fulgurances lyriques ne suffisent évidemment pas à s'émanciper de l'exploitation et de

l'oppression quotidiennes dont la récit traduit le poids et fait ressentir les effets. Un livre magnifique dans sa forme et très instructif sur le fond.

Dominique Glaymann

Enseignant-Chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique, Les Liens qui Libèrent, 2018, 296 p*

L'auteur présente dans cet ouvrage dense et documenté les enjeux de la « transition énergétique et numérique », fondée sur l'idée que de nouvelles inventions réputées plus efficaces, plus propres, et reliées à des réseaux à haute tension ultra performants, pourraient permettre de mettre un terme aux inquiétudes liées aux bouleversements climatiques générés par les énergies fossiles. Or, ces technologies dites vertes, qui engagent l'humanité dans une troisième révolution industrielle énergétique, s'appuient en grande partie sur des substances rocheuses nommées métaux rares, exploitées dès les années 1970, moins connues que les métaux abondants (fer, or, argent, cuivre, plomb, aluminium) car présentes dans l'écorce terrestre dans des proportions infiniment moindres (aux noms énigmatiques comme germanium, tungstène, béryllium, rhénium, tantale, etc.) et parées de fantastiques propriétés. Or ce serait la clé du « capitalisme vert », car elles permettent de remplacer des ressources qui rejettent des milliards de

tonnes de gaz carbonique par d'autres qui ne brûlent pas et ne génèrent donc pas de CO2. L'utilisation de ces métaux rares a été multipliée dans deux domaines qui sont les piliers essentiels de la transition énergétique : les technologies dites vertes et le numérique, dont la convergence nous mènerait vers un monde meilleur, comme le vante par exemple Jérémy Rifkin. À travers une enquête de six ans dans une douzaine de pays en Asie, en Californie, en Afrique australe, en Mongolie, menée auprès d'hommes et de femmes « agissant dans le monde trouble et discret des métaux rares », l'auteur livre un récit beaucoup plus sombre de la transition énergétique et numérique. Les 9 chapitres qui composent cette étude s'attachent à en rendre visible « la face cachée » et montrent l'accablant bilan de l'exploitation de ces métaux rares, aux niveaux économique et industriel, écologique, militaire et géopolitique (1. la malédiction des métaux rares ; 2. la part d'ombre des technologies vertes numériques ; 3. la pollution délocalisée ; 4. l'Occident sous embargo ; 5. main basse sur les hautes technologies ; 6. le jour où la Chine a devancé l'Occident ; 7. la course aux missiles intelligents ; 8. extension du domaine de la mine ; 9. la fin des derniers sanctuaires). Ce que l'ouvrage va démontrer, c'est qu'« en voulant nous émanciper des énergies fossiles, en basculant d'un ordre ancien vers un

monde nouveau, nous sommes en réalité dans une nouvelle dépendance plus forte encore. Robotique, intelligence artificielle, hôpital numérique, cyber-sécurités, biotechnologies médicales objets connectés, nano-électronique, voiture sans chauffeur... tous les pans les plus stratégiques des économies du futur, toutes les technologies qui décuplent nos capacités de calculs et modernisent notre façon de consommer l'énergie, le moindre de nos gestes quotidiens et même nos grands choix collectifs vont se révéler totalement tributaires des métaux rares » (p. 26). L'ouvrage se veut le « récit clandestin d'une odyssee technologique ... qui a jusqu'à maintenant charrié des périls aussi colossaux que ce qu'elle s'était donnée pour mission de résoudre ». Cet ouvrage est important pour déconstruire le mythe de la transition énergétique et numérique, mais dont on ne sait pas bien comment Guillaume Pitron la considère au terme de son enquête, ni où le mène sa réflexion vis-à-vis de nos modes actuels de production et de consommation, et des manières alternatives de les envisager. Autant de questions qui pourraient être débattues dans le cadre d'un futur séminaire du CPN ?

Mélanie Guyonvarc'h, Enseignante-Chercheuse au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

À LIRE

David Noble, *Le progrès sans le peuple. Ce que les nouvelles technologies font au travail*. Agone, 2016, 239 p.

Cet ouvrage regroupe un ensemble de textes écrits au milieu des années 1980 pendant une période d'intense restructuration des grands groupes, qui fut pour l'auteur – de résistance. Il tente d'expliquer l'absence de réaction globale des travailleurs à l'offensive technologique des grandes entreprises en proposant une analyse historique de l'idéologie du progrès. Il y montre de quelle manière le mot d'ordre de résistance a été marginalisé par la propagande managériale, par la répression, mais aussi par la « *soumission désespérante du monde ouvrier aux exigences de la compétitivité* », d'autant que les sphères académiques débordaient selon lui alors d'un optimisme absurde quant aux possibilités ouvertes par l'informatique. « *La catastrophe de la seconde révolution industrielle concurrence déjà la première, la résistance en moins* ». Pour lui le constat est sans appel : après cinq décennies de révolution informatique, les gens travaillent plus qu'avant dans

des conditions dégradées, subissent plus de stress et d'anxiété, ont perdu en savoir-faire, en sécurité, en pouvoir, en protection sociale et en rémunération. Les technologies de l'information ont servi à déqualifier, contrôler et remplacer le travail humain dans un mouvement général d'accélération sans précédent. Le revers de cette même pièce, c'est que la richesse et le pouvoir ne cessent du coup de se concentrer entre les mains des élites économiques, politiques, médiatiques, militaires, et des agences de renseignement. Alors pourquoi une telle absence de résistance, contrairement à la première révolution industrielle qui suscita une résistance farouche et persistante débouchant sur le mouvement ouvrier moderne et son corollaire, la législation sociale progressiste ? Au-delà de la peur, l'explication de l'auteur réside surtout dans la domination du concept d'un progrès technologique nécessaire et nécessairement bénéfique, et dans l'idée que la compétitivité fondée sur ce progrès serait la voie la plus sûre vers la prospérité, ces no-

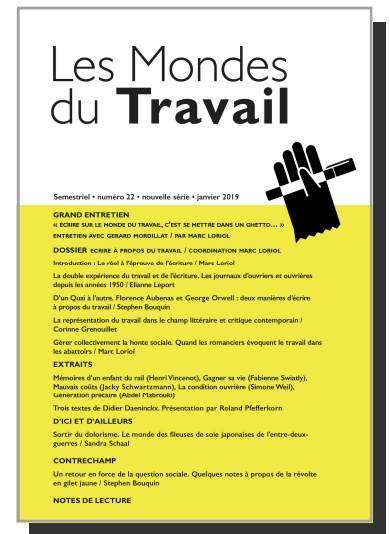
tions continuant à désarmer l'opposition. Il en appelle aux lecteurs de ce livre, notamment les intellectuels qui jouissent du luxe de la réflexion et de l'accès aux médias, afin de mener la bataille idéologique pour étayer et démultiplier la résistance des travailleurs à l'encontre d'un progrès abstrait et dévastateur ; sans quoi tout débat sur les nouvelles technologies restera purement académique, et le progrès continuera de se faire « sans le peuple » : « *Si les travailleurs commencent à briser les machines de la domination physique, alors les intellectuels devraient briser les machines de la domination mentale* », en promouvant un nouveau sens commun qui défendrait sans compromis « *la primauté des vies humaines sur les mythes saugrenus et aliénants de la destinée automatique* ». « *Au slogan "On n'arrête pas le progrès", apprenons à rétorquer "bien sûr que si !"* ».

Mélanie Guyonvarc'h Enseignante-Chercheuse au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

des pistes et des concepts pour sortir de l'aliénation de l'homme produite par l'outil capitaliste, à l'instar de la notion-clé de « *convivialité* » qu'il définit comme l'inverse de la productivité industrielle : la productivité se conjugue en termes d'avoir, la convivialité en termes d'être (p. 43). Les outils aliénants pour Illich sont notamment le travail à la chaîne, la pétro-industrie, le toyotisme, le nucléaire, et plus récemment les nanotechnologies. Selon Illich, ces outils aliénants devraient et pourraient faire place à l'outil convivial. A la lecture de *La convivialité*, un peu plus de 40 ans après sa première publication, il est frappant de voir à quel point

sa description de la société capitaliste reste très actuelle. Ses thèses pourraient alimenter nos réflexions critiques pour interroger des questions liées, par exemple, à l'impact des éco-techniques sur le gouvernement des conduites, les rapports entre ville « durable » et métaux rares, les transitions écologiques et numériques, les biotechnologies ou à d'autres points qui soulèvent des interrogations fondamentales sur le devenir de l'humanité.

Abdeslam Youbi, Doctorant au CPN Univ Evry,



Sommaire n°22

GRAND ENTRETIEN

« *ÉCRIRE SUR LE MONDE DU TRAVAIL, C'EST SE METTRE DANS UN GHETTO...* » Entretien avec Gérard Mordillat / par Marc Loriot

DOSSIER « *Écrire à propos du travail* » / coordination Marc Loriot

Introduction: le réel à l'épreuve de l'écriture / **Marc Loriot** // La double expérience du travail et de l'écriture. les journaux d'ouvriers et ouvrières depuis les années 1950 / **Eliane Leport** // D'un quai à l'autre. Florence Aubenas et Georges Orwell: deux manières d'écrire à propos du travail / **Stephen Bouquin** // La représentation du travail dans le champ littéraire et critique contemporain / **Corinne Grenouillet** // Gérer collectivement la honte sociale. Quand les romanciers évoquent le travail dans les abattoirs / **Marc Loriot** //

Extraits Mémoires d'un enfant du Rail (Henri Vincenot), *Gagner sa vie* (Fabienne Swiatly), *Mauvais coûts* (Jacky Schwartzmann), *La condition ouvrière* (Somine Weil), *Génération précaire* (Abdel Mabrouki) **Trois textes de Didier Daeninckx. Présentation de Roland Pfefferkom**

D'ICI ET D'AILLEURS

Sortir du dolorisme. Le monde des fileuses de soie japonaises de l'entre-deux guerres / **Sandra Schaal**

CONTRECHAMP

Un retour en force de la question sociale. Quelques notes à propos de la révolte en gilet jaune / **Stephen Bouquin**

NOTES DES LECTURE

Collectif du 9 août / *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée* // par Françoise Piotet // **Patrick Fligny** / *Les nouvelles frontières du travail à l'ère numérique* // par Marc Loriot // **Aurélien Damamme, Héliane Hirata, Pascale Molnier (coord.)** / *Le travail entre public, privé et intime. Comparaison et enjeux internationaux du care* // par Corinne Reynette // **Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, Nicolas Renahy** // *Sociologie des classes populaires contemporaines* // par Rachid Bouchareb //

À LIRE

Branko Milanovic, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, La Découverte, 2019.

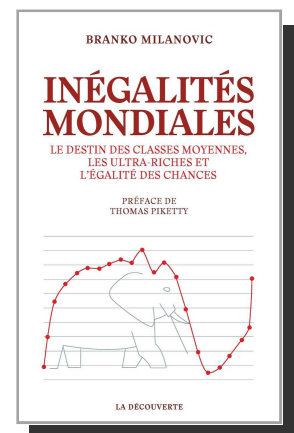
L'auteur a été rendu célèbre par son fameux « graphique de l'éléphant » qui aide à visualiser qui sont les gagnants (les ultra-riches et les classes moyennes des pays émergents) et les perdants (les pauvres de tous les pays et les classes moyennes des pays riches) de la phase en cours de la mondialisation. Pour autant, l'auteur n'amalgame pas ces deux groupes de « gagnants » (pas plus que

les différentes catégories de « perdants») étant entendu qu'ils ne partent pas et n'aboutissent pas au même niveau de richesse : le pouvoir d'achat des classes moyennes des pays émergents reste très modeste non seulement au regard de celui des super riches (quel que soit leur pays) mais même par rapport aux classes moyennes des pays riches. S'appuyant sur des données précises et clairement analysées, l'ouvrage explique et détaille de façon très didactique l'évolution des inégalités entre les pays et à l'intérieur de chacun d'entre eux

au cours des dernières décennies. Sans partager l'ensemble des propositions qu'il défend pour mettre un terme au creusement actuel des inégalités, on trouve dans ce livre de précieuses données et d'intéressantes explications. Il a en outre le grand mérite de pratiquer un langage clair et accessible.

Dominique Glaymann

Enseignant-Chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay



À VOIR

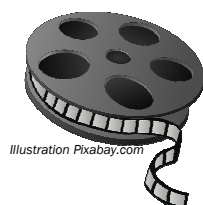
Clint Eastwood, *La mule* (sortie le 23 janvier 2019)

Earl, cultivateur de lys, fait faillite à l'âge de 80 ans. La concurrence en ligne a eu raison de son activité qui fut un temps prospère. Pour se remettre à flot, il accepte sans le savoir d'acheminer de la drogue pour un cartel de trafiquants mexicains. Gagnant facilement de plus en plus d'argent, il y prend goût et enchaîne les missions, jusqu'au jour où... On retrouve dans ce film le regard amer que Clint Eastwood porte sur la société américaine, la violence des rapports sociaux, la fascination pour l'argent, la bien-pensance ou encore les conflits générationnels (le fameux « vous autres... »). Plus qu'un film sur la violence des cartels, c'est aussi un film sur la place aber-

rante qu'occupe le travail dans nos sociétés, y compris celui d'un petit job qui empêche un individu de voir grandir ses enfants. C'est encore le travail qui est mis en cause lorsqu'il fournit tout ce que l'on peut consommer, mais empêche de prendre le temps de vivre. Un film simple mais efficace.

Gaëtan FLOCCO

Enseignant-Chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay



Denys Arcand, *La chute de l'empire américain* (sortie le 20 février 2019)

Deux malfaiteurs commettent un braquage qui tourne mal ; un vacataire en philosophie à l'université contraint d'occuper un emploi de livreur pour vivre ; une prostituée qui pratique des tarifs dispendieux ; un détenu fraîchement libéré qui suit des cours de comptabilité ; un célèbre avocat qui organise des déplacements de patrimoine vers les paradis fiscaux. Le point commun de tous ces personnages du film ? Le manque d'argent ou le désir sans borne d'en posséder. L'argent partout, de la situation la plus courante du quidam à celle la plus éloignée et institutionnalisée des montages financiers complexes

permettant aux plus riches d'éviter l'impôt de leur pays. C'est bien ce qu'a voulu montrer Denys Arcand dans ce film plein d'humour – où le personnage principal égrène les citations de grands philosophes dans les situations les plus cocasses –, cette idée simple mais terriblement vraie, selon laquelle l'argent mène le monde, irrigant toutes les strates de la société, inexorablement, allant jusqu'à corrompre les esprits les plus brillants.

Gaëtan FLOCCO

Enseignant-Chercheur au CPN, Univ Evry, Université Paris-Saclay

Les membres du CPN ont communiqué :



Credits: Nassim Cherikh

Grégory COHEN et Manon OTT, *Recherche-création*, conférence invitée, Université de Grenoble, le 2 octobre 2018.

Grégory COHEN et Manon OTT, *Un cinéma de recherche*, Atelier Migrations, Socio-anthropologie visuelle, Sciences Po, le 15 mai 2019.

Jean-Pierre DURAND, - Conférence-présentation du livre *La Fabrique de l'homme nouveau. Travailler, consommer, se taire ?*, Nancy, Laboratoire lorrain des Sciences sociales, 26 mars 2019.

Gaëtan FLOCCO, Mélanie GUYONVARCH, « *Parier sur le vivant ? Place et sens du jeu en « biologie de synthèse* », Colloque international « La gamification de la société. Vers un régime du jeu », Maison de la recherche de l'université de la Sorbonne nouvelle, Paris, 6 et 7 décembre 2018.

Gaëtan FLOCCO, « *À propos des gilets jaunes. Témoignage d'une participation au mouvement* », Journées scientifiques du CPN, « Émancipation individuelle / collective ? », Université d'Évry, 15 février 2019.

Gaëtan FLOCCO, « *Les ingénieurs au travail. Profits symboliques et croyances managériales* », Journées d'études « Ingénieurs et entreprises au 21ème siècle : travail, carrière et mobilité », IDHES, ENS Cachan, 12 mars 2019.

Gaëtan FLOCCO, « *Pourquoi les cadres acceptent leur servitude* », 2ème journée de la sociologie, « Les élites. Sociologies d'une classe pour soi », LESCORES, Université de Clermont-Ferrand, 9 avril 2019.

Gaëtan Flocco, « *Les cadres d'entreprise. De la domination à la critique* », Séminaire sur les confluctualités au travail, EHESS, ENS Jourdan, 13 mai 2019.

Dominique GLAYMANN, « *L'éducation et la formation au service de l'émancipation ?* », intervention aux Journées scientifiques 2018-19 du Centre Pierre Naville « Émancipation individuelle / collective ? », Université d'Évry, 15 février 2019.

Dominique GLAYMANN, Conférence « *Le défi de l'inclusion des jeunes* », École nationale de la Protection judiciaire de la jeunesse, 12 avril 2019.

Dominique GLAYMANN, Présidence de la session « *Subjectivité et régimes d'action* » du colloque « Société et subjectivité. Les transformations contemporaines ». Institut d'études avancées de Paris, 14 mai 2019.

Manon OTT, Présentation du film de recherche *De cendres et de braises*, dans le cadre du Festival DocCévennes, à Lasalle, du 30 mai au 2 juin 2019.

Manon OTT, *Filmer/Chercher*, intervention dans le cadre de la journée d'étude « Quand la science fait son cinéma : quelles liaisons entre film et recherche ? » au MUCEM le 5 juin 2019.

Manon OTT, Présentation du film de recherche *De cendres et de braises*, dans le cadre du séminaire *Filmer le champ social* à l'EHESS (96 bvd Raspail, 75005), de 19h à 21h, le 12 juin 2019.

Joyce SEBAG : « *Constitution d'un champ : instituer les pratiques filmiques en sociologie* » à la Journée d'Étude « L'audiovisuel, instrument de chercheurs. Pratiques scientifiques contemporaines entre observation, expérimentation et légitimation », CNAM, 4 Avril 2019.

CENTRE PIERRE NAVILLE

EA 2543

Université d'Evry Val d'Essonne-Paris Saclay

UFR de Sciences de l'Homme et de la Société

2 rue du Facteur Cheval

91000 EVRY

Directeur de la publication : Dominique Glaymann

Directeur-adjoint : Guillaume Tiffon

Coordinatrice de la publication : Francesca Setzu

Secrétariat : Edith Merckel

Téléphone : 01 69 47 73 92

Fax : 01 69 91 14 23

Maquette et mise en page : Francesca Setzu



Réunion du CPN, Février 2018

Retrouvons-nous sur le Web ! <https://www.centre-pierre-naville.fr/index.php/fr/>

Les membres du CPN dans les médias

Gaëtan FLOCCO interviewé par Guirec Gombert, « Les cadres à la fois dominants et dominés dans l'entreprise ? », *Cadreo*, 4 mars 2019.

Gaëtan FLOCCO interviewé par Raphaëlle Besse Desmoulières, « Des salariés qui participent, parfois, avec un enthousiasme étonnant à leur propre exploitation », *Le Monde*, jeudi 21 février 2019.

Dominique GLAYMANN « Stage, exploitation ou tremplin vers l'emploi », Radio France Internationale, 11 février 2019. <http://www.rfi.fr/video/20190211-stages-exploitation-tremplin-vers-emploi>

Manon OTT, interviewée par Virginie Weber, « Les Mureaux : les cités et leurs habitants, décor d'un film de cinéma », *Le Parisien*, 7 février 2019. URL : <http://www.leparisien.fr/yvelines-78/les-mureaux-les-cites-et-leurs-habitants-decor-d-un-film-de-cinema-07-02-2019-8006556.php>

Agenda du CPN

Séminaire mensuel

- Vendredi 14 juin 9h30-12h00, Fabien Pontagnier et Cheik Sidibé, « Les territoires vivants de la République » - Discutant : Dominique Glaymann (CPN)

- Vendredi 14 juin 14h00-17h00, Bianca Briguglio (IFCH-UNICAMP) [dans le cadre de l'accord Capes-Cofecub] : « La division sexuelle du travail dans les cuisines professionnelles brésiliennes » - Discutante : Lucie Goussard (CPN)

Journée d'étude

- 17 juin 2019 10h00-16h30, Amphi 150, Bâtiment Maupertuis, *L'échelle des régulations politiques, XVIIIe-XXIe siècles. Peut-on encore parler de théorie de la régulation ?* Le laboratoire d'histoire (IDHES-Evry -UMR 8533) de l'Université d'Évry Paris-Saclay organise une journée d'étude consacrée à la présentation de l'ouvrage collectif "L'échelle des régulations politiques. L'histoire et les sciences sociales aux prises avec les acteurs, les normes et les institutions, XVIIIe-XXIe siècles."

<https://www.univ-evry.fr/toute-lactualite/actualites-recherche/actualites-laboratoire-idhes-evry/journee-detude-lechelle-des-regulations-politiques-xviii-xxi-siecles-peut-on-encore-parler-de-theorie-de-la-regulation.html>

